

Front Rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

organe central du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

9 JUIN 75 Suppl à Front Rouge N 159 BP 161 75864 PARIS Cédex 18 CCP FRONT ROUGE 31. 191. 14 LA SOURCE 1F.

"MARCHÉ DU SIECLE"

l'échec du mirage

et les problèmes de l'Europe

En annonçant sa décision d'opter pour l'avion américain Y-F16, le gouvernement belge vient de ruiner les derniers espoirs que pouvait nourrir l'impérialisme français d'empêcher, grâce au Mirage de Dassault, une partie du « marché du siècle ». On sait de quoi il s'agit : pour le remplacement du « starfighter », avion de combat à la fois périmé et véritable cercueil volant (des centaines d'avions se sont écrasés au sol), les quatre pays européens, Belgique, Hollande, Norvège et Danemark devaient choisir essentiellement entre trois avions, deux avions US, le Y-F16 et le Y-F17, un avion français, le Mirage de Dassault. Trois de ces pays ont déjà fait connaître leur choix en faveur de l'avion US, Y-F16, la Belgique en se ralliant à leur choix sonne le glas des ambitions de la firme Dassault, parce qu'effectivement le premier marché de ces quatre pays, ouvre la voie à d'autres marchés plus importants encore en Europe et ailleurs : d'ici 1982, le marché des avions de combat dans le monde est apprécié à vingt neuf mille appareils et quatre cent cinquante cinq milliards de francs nouveaux.

Les péripéties qui ont abouti à ce choix, sont révélatrices pour les travailleurs à deux points de vue : du point de vue de la poursuite impérialiste que révèle la bataille pour ce marché d'armement ; du point de vue des pressions très importantes que l'impérialisme US fait subir aux pays capitalistes d'Europe de l'ouest pour éviter que se constitue une Europe indépendante de sa tutelle...

LE PARASITISME DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Sur le premier point les révélations cyniques n'ont pas manqué. En septembre 1974, la firme Dassault est accusée d'avoir offert un pot de vin de deux cent soixante millions anciens à un député influent du parlement hollandais ; les démentis de Dassault n'ont convaincu personne, surtout qu'au même moment, en Suisse et en Amérique Latine, des personnalités révélaient qu'elles avaient reçu des offres similaires de la part de la firme française ; certains se plaignaient même de ne pas avoir touché les pots de vin promis. Les concurrents de Dassault recourent évidemment au même procédé ; la firme Northrop, constructrice du Y-F17, a reconnu entretenir dans son budget un poste de six cents millions anciens pour acheter la décision de responsables européens. On vient d'apprendre entre autres qu'elle finançait le général Stehlin qui s'était illustré en faisant circuler, bien à propos, chez les ministres belges hésitants, un rapport vantant les mérites des avions américains au détriment du Mirage français.

De telles tractations sont classiques chez les capitalistes, mais l'ampleur des pots de vin, le fait qu'ils étaient portés à la connaissance du public, montre le caractère extrêmement aigu des contradictions qui opposent les trusts sur le marché de l'armement. La place de l'industrie de l'armement dans l'ensemble de l'appareil industriel, la place des exportations d'armement dans l'équilibre de la balance commerciale française, sont deux caractéristiques qui illustrent bien la nature de la société dans laquelle nous vivons, et aussi la faiblesse de celle-ci.

L'appareil de production, loin d'être orienté pour la satisfaction des besoins des masses, est tourné, pour une part extrêmement importante, vers la fabrication d'armement destiné à l'exportation. C'est là un signe supplémentaire du parasitisme secrété par la société capitaliste au détriment des travailleurs. D'autant plus

que cette militarisation à outrance de l'économie capitaliste n'est possible qu'avec l'aide importante de l'Etat qui consacre une part très importante des impôts extorqués aux travailleurs, pour financer l'activité de ces firmes d'armement : la Cour des Comptes n'a-t-elle pas révélé l'année dernière que Dassault avait encaissé 850 millions de l'Etat pour l'étude d'avions qui n'ont jamais vu le jour. L'échec du Mirage pour le « marché du siècle » ne peut qu'aggraver aujourd'hui les difficultés de l'économie française qui comptait pour une part sur le secteur d'armement pour réussir le redéploiement dans lequel elle s'est engagée.

PRESSIONS US ACCRUES

Mais la conclusion de ce marché n'était pas une simple affaire économique. Ses dimensions politiques en constituent même l'aspect principal. Derrière le choix entre l'avion français et un des deux avions américains se profilait des choix précis dans la construction européenne : s'agit-il de construire une Europe sous la tutelle US ou s'agit-il de construire une Europe ayant les moyens de son indépendance. Le choix d'un avion US place, quoique puissent dire les dirigeants américains, les pays européens dans des positions de dépendances à l'égard du constructeur et de son pays d'origine. L'impérialisme US trouve là non seulement un débouché pour son industrie d'armement, mais aussi un droit de regard et de contrôle sur l'armement des pays européens, leur utilisation... L'impérialisme US n'avait pas ménagé les pressions sur les pays européens et particulièrement sur la Belgique, pour imposer le choix d'un avion US : Ford lui-même avait tenu à discuter précisément de cette question avec le premier ministre belge qui avait reporté la décision après la visite de Ford.

Le choix qui en définitive a été celui des pays européens, en dit long sur les pressions de l'impérialisme US et sur les difficultés que rencontre la constitution d'une Europe indépendante des deux super-puissances. Parce qu'incontestablement la décision des 4 pays européens n'est pas le fruit des seules pressions US ; indirectement les menaces du social impérialisme soviétique sur l'Europe, rendent ces pays plus vulnérables aux pressions US. Toutes les tentatives pour dépasser l'intégration économique que représente le marché commun, et réaliser des pays dans l'unité politique se sont jusqu'à présent heurtées à des échecs importants. Qu'il s'agisse des problèmes monétaires, des relations avec les pays producteurs de pétrole, des problèmes de défense, la mise au point des solutions communes écartant l'ingérence US a jusqu'à présent systématiquement échoué.

Cette situation est révélatrice une fois de plus de la place qu'occupe l'Europe et les impérialismes européens dans la rivalité des deux super-puissances, impérialisme US et social impérialisme soviétique. L'impérialisme français, impérialisme secondaire, et les autres impérialismes européens, révèlent dans une telle affaire leur faiblesse pour faire face aux volontés hégémoniques des deux super-puissances.

C'est pourquoi aujourd'hui les travailleurs, pour assurer l'indépendance nationale de notre pays, ne peuvent en aucun cas, faire confiance à la bourgeoisie française. La lutte pour priver l'indépendance face aux visées des deux super-puissances, se confond aujourd'hui avec la lutte pour l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans, avec la lutte pour la révolution en France.

Marc ANDRE.

La classe ouvrière en lutte

LES travailleurs à l'offensive. A Gennevilliers et Asnières, plus de 5000 manifestants ont manifesté leur soutien aux grévistes de Chausson après l'intervention des CRS. Ugine, Davum, Blaupunkt... nos correspondants font le point sur leurs luttes. (PAGE 2)



La manifestation des travailleurs de Chausson, vendredi.

Liévin : après l'inculpation d'un ingénieur en chef

LES ingénieurs en « grève ». Suite à l'inculpation d'un ingénieur des mines par le juge Pascal, les ingénieurs décident une grève active. Pour les mineurs qui sont les premières victimes de cette « grève », le véritable responsable reste le capitalisme. (PAGE 3)

international

MOYEN Orient : la réouverture du Canal de Suez.

Espagne : le peuple basque fait face à la terreur fasciste. (PAGE 4)



Gernemdia et Otegui militants basques risquent la peine de mort.

LA CLASSE OUVRIERE EN LUTTE

CHAUSSON : après l'intervention des CRS à Asnières TABLE RONDE AVEC LES GREVISTES

Depuis maintenant 4 semaines, les travailleurs de Chausson se battent pour la satisfaction de leurs revendications : « 250 F. pour tous » « Parité avec Renault », « Paiement des jours de grève », « Dissolution de l'Amicale des travailleurs marocains ». (Police d'Hassan II en France). Après Reims où les CRS sont intervenus trois fois pour faire évacuer l'usine, et où chaque fois les grévistes l'ont réoccupée, c'est l'usine d'Asnières qui a été investie par les CRS, jeudi matin à 4 heures. Aussitôt la nouvelle connue, des centaines de travailleurs d'Asnières mais aussi de Genevilliers se sont regroupés devant l'usine, des débrayages ont eu lieu à la Sintra et à Air Equipement. Et vendredi, c'est plusieurs milliers de travailleurs qui ont manifesté leur soutien à la lutte des ouvriers de Chausson, dans les rues d'Asnières et de Genevilliers. Dans la soirée, les CRS se retiraient de l'usine en restant toutefois à proximité.

Trois travailleurs de Chausson font le point sur la lutte. Didier, OS à Asnières, syndiqué CGT, Patrick, membre du Comité de Grève de Genevilliers et Daniel qui travaille à Asnières.

FR. : Didier, peux tu nous dire comment a été ressentie l'intervention des CRS à Asnières ?

Didier : Dès que les flics sont arrivés, ça s'est répandu comme une trainée de poudre, à 6 heures presque tous les gars d'Asnières étaient là, alors que depuis un certain temps il y avait un peu de relâchement. Et puis toute la journée ça n'a pas arrêté, les gens venaient nous apporter leur soutien, les gars de Sintra, d'Air Equipement. Mais surtout ce qui a été important, c'est que les gars de l'usine de Genevilliers sont venus spontanément parce qu'avant il y avait peu de contacts entre les deux usines. Ça a permis de resserrer les cordes. En fait l'intervention des flics, cela a été une erreur de la direction.

FR. : Juste après l'intervention de la police, la Section CGT d'Asnières diffusait un tract dans lequel on pouvait lire, en substance, « ce qu'il faut maintenant c'est ouvrir les négociations », je crois que ce tract a suscité pas mal de mécontentement...

Didier : Oui, ce tract a été diffusé sur le coup de 6 heures et les réflexions

n'ont pas manqué « on ne va pas négocier avec les flics dans l'usine »... j'ai même vu des gars qui vendaient l'Humanité jeter le tract par terre. A 11 heures la CGT était obligée de démentir publiquement...

FR. : Nous sommes à quelques semaines du Congrès de la CGT. Un des mots d'ordre centraux de ce Congrès est « Démocratisons les luttes ». Peut-on dire qu'à Chausson les travailleurs participent effectivement à la direction de la lutte ?

Patrick : Quand on a voulu faire le Comité de Grève, la CGT était plutôt contre, d'ailleurs quand la grève a démarré beaucoup de délégués n'étaient pas dans le coup... L'autre jour un camarade qui traduit les tracts s'est fait réprimander parce qu'il avait écrit que la lutte c'était tous les travailleurs qui devaient décider. Au Comité de l'usine « H », on a voulu faire un journal, là aussi, la CGT s'y est opposée « c'est pas la peine de gaspiller du papier » qu'ils nous ont dit. Et hier à la fin de la manifestation, au meeting devant la Mairie d'Asnières, c'est pas le Comité de Grève qui a parlé.



Les cars de CRS à Chausson.

FR. : Comment voyez-vous la poursuite de la lutte à Chausson ?

Patrick : Une chose qui est sûre, c'est qu'on est prêt à aller jusqu'au bout et qu'on n'est pas prêt de lâcher. La manifestation de vendredi a permis de populariser notre lutte, de rencontrer les gars des Cables de Lyon qui sont en lutte aussi, ceux de Vélosolex... On était des milliers dans la rue, une manifestation comme ça, c'est ce que les gars voulaient depuis un bout de temps. Maintenant notre lutte est connue. Et puis il y a aussi le soutien financier, l'autre jour à Saint-Lazare on a ramassé 900.000 A.F. à une collecte. C'est des choses qu'il faut poursuivre.

Daniel : A Asnières, la question qui se pose maintenant, c'est la réoccupation de l'usine, comme les gars l'ont fait à Reims. Il faut bien dire que vendredi quand la manifestation est passée devant l'usine, il y a plus d'un gars qui étaient prêts à y aller, flics ou pas flics...

Didier : Ce qu'il faut aussi c'est renforcer l'occupation à Genevilliers, que dans les AG tout le monde puisse s'exprimer parce qu'autrement les gars ils en ont marre de venir tous les matins pour entendre des discours où c'est toujours les mêmes qui parlent. Enfin, il faut continuer la popularisation.

Propos recueillis par Pierre MOREL.

UNIMEL : après la reprise...

Après plus de 4 semaines de grève, Unimel a repris le travail. Bien que les revendications n'aient pas été entièrement satisfaites, nous ne sommes pas rentrés la tête basse loin de là. A 7 h, le jour de la reprise, ceux des équipes du matin, qui n'avaient pas eu de travail se retrouvent au restaurant et passent en farandole dans les ateliers et les bureaux scandant : « Ce n'est pas fini, le combat continue », et l'après-midi, nouvelle farandole dans l'usine. Depuis, plusieurs fois par jour, l'Internationale est chantée par les travailleurs.

Cela illustre bien la grande détermination des travailleurs qui ont pris conscience de leur force et sont décidés à ne pas subir la politique de crise. Notre tâche est de tirer le bilan de la grève avec les travailleurs pour forger une véritable unité, pour renforcer notre cellule. C'est ainsi que nous pourrions continuer le combat.

Corr. Unimel.



La manifestation de vendredi : les cortèges d'Asnières et de Genevilliers se rejoignent.

LES TRAVAILLEURS D'UGINE ACIER EN LUTTE CONTRE L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL

Depuis le lundi 20 mai, l'atelier d'épilage a déclenché spontanément un mouvement de grève, qui s'étend aussitôt à toute l'usine. « Avant la grève, je n'avais même pas le temps d'allumer une cigarette, et on avait 1/4 h pour le casse-croûte... ça ne pouvait plus aller » nous explique un ouvrier de cet atelier. Depuis la semaine de congé forcé à Pâques, c'est un travail de plus en plus intense : un acieriste : « On faisait jusqu'à 9 coulées par jour, alors que normalement, on en faisait 6 ou 7 au maximum ». Pourquoi ces « coups de bourre » qui succèdent au chômage technique ? Il y avait, d'après un délégué CGT, une commande pressée pour les USA... qui devait, en même temps, servir de test : si elle était faite dans les temps et avec la qualité voulue, d'autres commandes auraient suivi... Depuis c'est la grève totale, les grévistes ont refusé de dégager l'entrée comme le demandaient les gendarmes de Martigues. Sur le cahier de revendications :

- 200 F. de rattrapage.
- 10 % d'augmentation.
- Garantie de l'emploi
- Paiement des jours de grève.

Les grévistes ont en particulier discuté de la question de la grille hiérarchique et de l'échelle mobile proposée par la direction CGT.

En effet, la « grille de classification, c'est fait pour provoquer les accrochages entre ouvriers » affirme l'un d'eux. « Je suis à la grille 12, OS ; après 4 mois sur mon poste, ils auraient dû m'augmenter, mais ils m'ont changé de poste, alors je suis toujours à la grille 12... ». D'après la direction, ces classifications reposent sur des « études de poste » : c'est ainsi qu'un travailleur espagnol nous a dit : « J'ai été chronométré toute la journée, pendant 8 h. Ces études de poste, c'est pour augmenter le rendement ». Les ouvriers dénoncent aussi les conditions de travail particulièrement dures : sécurité constamment négligée par les chefs, la surdité (« quand les billettes d'acier tombent dans les augets, ça fait tellement de bruit que je préfère attendre avant de traverser l'atelier », nous répond un ouvrier chargé de l'entretien !).

150 travailleurs de l'usine et des délégations de « Sepa-Manutention » en lutte depuis 6 mois contre tout licenciement, ont été soutenus devant le tribunal d'Aix-en-Provence, les 4 délégués devant la porte, et c'est en manifestation que les ouvriers repartent criant : « Pechiney peut payer ! », « Halte à la répression » et diffusant des tracts. Par 2 fois, les révisionnistes tentent de lancer « programme commun » mais, ils ne rencontrent aucun écho et le mot d'ordre « nationaliser UGINE » est très peu repris. Une fête a été organisée devant les grilles de l'usine pour permettre aux familles de travailleurs de toutes les usines de manifester leur solidarité.

Corr. Marseille.

nouvelles brèves... de nos correspondants

DAVUM (Metz)

Depuis lundi dernier, les 400 travailleurs de l'entreprise Davum de Metz, sont en grève pour :

- 600 F. dont 300 tout de suite et 300 à partir d'août,
- 500 F. de prime de vacances.
- 45 F. par enfant à charge.
- Le passage sans condition de la qualification d'OS1 à OS2 après un an dans l'usine.
- Suppression des sous-qualifications au sein d'une même qualification ; ce qui permet d'entretenir la division (il n'y a pas 2 travailleurs qui touchent la même paie).

Cette grève a commencé quand le patron a décidé de licencier une dizaine de travailleurs et de multiplier les pré-retraites, prétextant des difficultés financières. Mais pendant ce temps la CFDT, largement majoritaire, a découvert que les profits avaient augmenté de 72 % depuis janvier.

Aussitôt, c'est la grève illimitée, avec occupation.

Face à cela, la direction accorde IMMEDIATEMENT 300 F. et la prime de vacances (ce qui prouve que l'entreprise ne se porte pas trop mal). Mais les travailleurs sont déterminés à lutter jusqu'au bout.

Dans cette entreprise où la lutte était difficile, vu l'habile tactique de division, par les primes, les classifications dans lesquelles tout le monde se perd, les travailleurs se trouvent unis contre la politique de crise de la bourgeoisie. Un comité de soutien, à l'initiative du Parti se met en place.

Corr. Metz.

BLAUPUNKT (Caen)

Après la grève des dépanneurs pour « à travail égal, salaire égal », la lutte s'est étendue à toute l'usine sur les revendications : 13ème mois pour tous.

Les ouvriers débrayent 4 h par jour, et tous les matins, au piquet, discutent avec les non-grévistes. Dans la région, particulièrement touchée par le chômage partiel, c'est la première usine à passer à l'offensive.

La direction ayant proposé de donner 85 % du 13ème mois contre le licenciement d'un délégué CFDT, les ouvriers refusent ce marchandage.

Corr. Blaupunkt - 7/6/75.

DBA-Lockheed (Beauvais)

Pour riposter contre les procédures de licenciements engagées par la direction contre plusieurs délégués et ouvriers, un comité de soutien a été créé. P.C. et PS ont

refusé de s'y associer, ainsi que d'appeler à la manifestation appelée par les travailleurs et soutenue par le Comité de soutien : l'un « pour préserver l'indépendance des organisations syndicales », l'autre « parce qu'ils ne voyaient pas les perspectives d'un comité de soutien ».

Cependant 700 travailleurs ont participé à la manifestation, et nombreux sont ceux, membres de la CGT ou du P.C.F., qui désapprouvent vivement l'attitude du PS et du P.C. et demandent des comptes à leurs dirigeants syndicaux.

Corr. Lockheed - 7/6/75.

SOLEX (Argentan)

Depuis 5 semaines, une centaine d'ouvriers sont en grève pour :

- 100 F. pour tous pas de licenciement.
- Maintien des 40 h.
- Non au chômage partiel.

Dans la nuit de vendredi, un commando de 30 à 40 personnes, en cagoule, dirigé par la direction, est intervenu pour faire entrer les camions.

Immédiatement, la mobilisation s'est organisée dans la ville, et vers 4 h du matin c'est une centaine de travailleurs qui empêchaient les camions de sortir, certains en se couchant devant. Cette intervention a renforcé la grève.

200 ouvriers de la MIC d'Argentan, ont manifesté jeudi contre les 50 licenciements prévus en septembre et contre le chômage partiel (32 h).

Corr. Orne.

AUJOURD'HUI EN FRANCE LA CLASSE OUVRIERE A BESOIN DE SON QUOTIDIEN

Dans chaque lutte, chaque événement partiel, c'est aujourd'hui des questions politiques vitales qui se posent. Les grévistes d'Usinor Dunkerque pour s'orienter, ont besoin de savoir où en est la politique de la bourgeoisie dans l'ensemble de la sidérurgie ; ils veulent savoir comment, dans toute la branche, leurs camarades réagissent au combat qu'ils mènent ; comment les révisionnistes du P.C.F., qui adoptent à Dunkerque une attitude louvoyante, se conduisent à la SOLLAC en Lorraine et à la SMN à Caen. De la même façon, les camarades de la sidérurgie de l'Est ont besoin d'informations auxquelles ils puissent faire confiance sur la situation à Dunkerque.

Ce besoin, ce désir, sont justes.

Aujourd'hui, la politique de la bourgeoisie est une offensive d'ensemble, qui exige une riposte d'ensemble.

Aujourd'hui, la tactique révisionniste consiste dans tous les cas à isoler les uns des autres les travailleurs en lutte et souvent à saboter directement chaque lutte ; surtout, pour ces messieurs, il ne faut pas que les ouvriers de Chausson Asnières rencontrant leurs camarades d'à côté, de Chausson Gennevilliers, en lutte comme eux.

Aujourd'hui, ce que la bourgeoisie et les révisionnistes craignent par dessus tout, c'est que les travailleurs en lutte puissent communiquer entre eux, c'est que les

masses de saisissent d'un point de vue d'ensemble dégagé de leurs idées justes par le parti prolétarien.

La classe ouvrière en a assez de l'intoxication et du vide politique systématiques de la presse bourgeoise. Elle en a assez de lire l'Humanité révisionniste en se demandant comment le P.C.F. s'y prend, jour après jour, pour la tromper.

Ce que veulent les travailleurs, c'est une presse qui, enfin, soit effectivement la leur, où ils puissent prendre directement la parole, qui parte strictement du point de vue de leur classe. Et pas seulement un hebdomadaire, capable de commenter après coup l'événement, de tirer des bilans. Une presse qui permette de répondre chaque jour à la question cruciale : QUE FAIRE ? sans être limité à l'horizon de l'usine ou de la localité.

Voilà ce que notre Parti veut faire en publiant à l'automne son quotidien : entre les mains de la classe ouvrière, de son Parti, une arme de combat.

Trouver l'argent nécessaire, définir le contenu du journal, participer activement à sa rédaction, c'est l'affaire de tout le prolétariat, des larges masses populaires.

EN AVANT POUR LE QUOTIDIEN COMMUNISTE A L'AUTOMNE !

DES LE MOIS DE JUIN, COLLECTONS LES 50 MILLIONS !

Pour que paraisse en Septembre un quotidien communiste
je souscris dès aujourd'hui un abonnement à

FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an 250 F. Nom :

6 mois 150 F. Profession :

3 mois 80 F. Adresse :

1 mois 30 F.

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cédex 18

ASSISES SUR LES MALADIES PROFESSIONNELLES ET LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

14-15 JUIN 75 - 14 H

Hippolyte - 17 av. de Choisy - Paris 13e
Métro Porte de Choisy.

A l'issue du Tribunal Populaire de Liévin et à la demande de nombreux travailleurs, syndicalistes, hospitaliers mobilisés à cette occasion, la Commission Populaire de Liévin a décidé d'appeler à la tenue d'Assises sur les Accidents du Travail et les Maladies Professionnelles les 14 et 15 juin à Paris pour élargir le procès à l'ensemble de l'organisation capitaliste du travail. Non, les accidents du travail et les maladies professionnelles ne sont pas une FATALITE ! Oui, la lutte est POSSIBLE ! Pour tout contact avec la Commission de Préparation des Assises, envoi de

signatures, de dossiers noirs ou le soutien financier, écrire :

Dr. Mireille BECCHIO

56, rue des Guipons - 94800 VILLEJUIF.

Pour les conditions matérielles, la Commission Préparatoire des Assises demande que les délégations fassent rapidement connaître le nombre des participants et quels dossiers seront présentés.

Nous signalons que des lits ont été retenus à l'Auberge de Jeunesse, Avenue Kellermann, Coût 9 F. Apporter les duvets. Les repas sont également prévus.

Témoignages et correspondances

« Je suis moniteur éducateur dans un IMP (Institut Médico Pédagogique). Outre les maladies professionnelles qui ne sont pas reconnues (hépatite virale en particulier), je pense que doit être dénoncée l'exploitation qui se fait sur le dos des enfants dits inadaptés : Pourquoi sont-ils inadaptés et à quoi ? Comment les soigne-t-on ?... Je crois que le combat que l'on doit mener dans « l'éducation spécialisée » doit être rattaché à celui que mène la classe ouvrière pour obtenir une médecine au service du peuple... ».

Beauvais 2/6.

« Je suis marié, père de 6 enfants ; depuis 3 ans, j'ai des problèmes de santé ; je suis resté arrêté pendant 16 mois. Cela a voulu dire que je touchais 33 F. par jour. Comme avec 6 enfants, ma femme ne peut pas travailler, j'ai repris mon travail malgré le déconseil des médecins. Mais depuis 2 mois je suis de nouveau arrêté... nous n'avons que les allocations familiales... bientôt, je devrais toucher 22 F. par jour. Régulièrement, il me faudrait 400 à 500 F. de médicaments par mois et les médecins voudraient que je parte en maison de repos plusieurs mois, mais cela n'est pas possible... Alors pour moi comme pour beaucoup d'autres travailleurs, il n'y a pas de solution pour se faire soigner. Camarades, il faut que de telles choses se disent aux Assises ; il faut montrer qu'un autre système de santé est possible, que l'on peut remporter des victoires pour améliorer la santé des travailleurs ».

Arras 3/6.

La préparation du Tribunal Populaire nous a permis de regrouper plusieurs travailleurs sur Martigues et Fos et de rassembler des témoignages sur :

— Le travail en poste et les maladies nerveuses.

— Le rendement et les accidents du travail à Salmer et Ugine-Acier.

— Les suites des accidents du travail non reconnues ; les expertises de la sécurité sociale.

Nous avons par exemple des informations sur la fréquence des accidents de la colonne vertébrale, déplacements de vertèbres, hernies discales qui atteignent les peintres, dockers, conducteurs d'engins... souvent dès 25-30 ans et qui peuvent entraîner des paralysies sans être reconnus comme accidents du travail.

Corr. Martigues.

Nous avons organisé à l'IFES (Institut de Formation des Educateurs Spécialisés) d'Echirolles une soirée projection débat avec les éducateurs et des handicapés physiques ; le montage diapo sur les transports a été apprécié par les handicapés. La discussion a porté sur le rôle des éducateurs dans la société capitaliste et la prise en main du problème des handicapés. L'un d'eux a dénoncé les Centres d'Aide par le Travail et les Ateliers Protégés. Des actions ont été proposées (mini-manifestation...).

Corr. Grenoble.

Brandt : le comité hygiène-sécurité menacé

A Ciapem-Brandt (Lyon), la direction a décidé de saper le travail du Comité d'hygiène et sécurité. Comment ? En créant un organisme sous son égide : les ERACT (Etude, Recherche et Amélioration des Conditions de Travail).

Qu'y gagne-t-elle ?

Les membres du CHS sont désignés par le Comité d'Entreprise et les délégués du personnel. En participant aux enquêtes sur les accidents du travail et sur les maladies professionnelles, ils peuvent exiger des mesures de sécurité et d'hygiène et les faire appliquer ; ils peuvent aussi défendre les travailleurs quand le patron essaie de cacher les accidents (la direction répond que c'est impossible de les cacher !), ou essaie de rejeter la responsabilité sur les travailleurs les mobiliser dans la lutte pour la sécurité.

Les ERACT, eux, dépendent de l'APACT, organisme créé et impulsé par le CNPF (le syndicat des patrons)... et les membres du CHS y sont invités ainsi que des ouvriers DESIGNES par les chefs d'ateliers... C'est là l'astuce des patrons ! En invitant les membres du CHS, le patronat espère rendre crédibles les ERACT et les introduire dans l'usine.

La direction de choc de Brandt est pratiquement la seule sur la région à avoir fait cette expérience. Si les syndicats et les travailleurs acceptent les ERACT, les patrons vont les créer partout.

Dans un tract, la direction de Brandt riposte contre ce « racisme antipatronal » !! D'après elle, les cadences ne sont que pure invention, car « orf n'a pas encore trouvé le moyen de gagner sa vie sans travailler » ! Et pour améliorer l'hygiène et la sécurité, il faut « faire participer cadres, agents de maîtrise, régisseurs, ouvriers de production, membres du CHS, et ceci, sous la forme des ERACT » !

C'est pourquoi, les membres CHS de la CFDT ont refusé de signer le rapport annuel du CHS où il était question, à toutes les lignes, des ERACT et de leurs mérites, et ont décidé de ne pas participer à cet organisme patronal.

Non à la médecine des patrons ! Notre objectif, c'est l'hygiène, la sécurité et la santé des travailleurs !

Corr. Brandt.

PLUS DE 200 PERSONNES AU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE DE BORDEAUX

Plus de 200 personnes ont participé vendredi soir, 6 juin au rassemblement organisé par la section de Bordeaux du PCR (ml). A la tribune, un camarade ouvrier, ancien militant du P.C.F., ancien résistant, qui a rejoint le Parti. Un jeune ouvrier de la Simflex, bague de la région, où on travaille le caoutchouc, raconte la création du cercle du Parti dans l'usine, et la grève par les ouvriers, avec la participation active du cercle. Cette première grève depuis 20 ans que l'usine existe vient de remporter une première victoire. Un travailleur immigré appelle les travailleurs étrangers à rejoindre le Parti, explique qu'ils y ont leur place, leur rôle à jouer dans la Révolution. L'assistance applaudit chaudement ces interventions, ainsi que l'appel à participer aux Assises sur la Santé et à rejoindre le PCR (ml). Beaucoup d'applaudissements aussi pour les chansons de Gilles Servat. L'intervention centrale est écoutée très attentivement ; rappelant l'immense portée de la victoire des peuples indochinois, l'avènement du Tiers-Monde sur la scène politique mondiale, cette intervention a montré qu'en France, face à la crise politique de la bourgeoisie, et au déclin du révisionnisme, se faisaient jour de plus en plus nettement les aspirations de la classe ouvrière au socialisme, et que le Parti que nous construisons saura les concrétiser, les amener à la victoire !

Puis vient la partie internationale, avec un camarade de UNECAS, qui accuse l'impérialisme français pour ses crimes à Djibouti, un camarade de l'ASEC, qui dénonce les tentatives néo-colonialistes aux Comores, et Monique Chéran, de retour du Portugal. Le meeting se termine sur un appel à soutenir le quotidien communiste.

Liévin :

3 mois après le tribunal populaire, un ingénieur en chef inculpé

Il aura fallu attendre près de 6 mois pour que soit procédé à une première inculpation après la catastrophe de Liévin, la justice sait souvent se montrer plus expéditive quand il s'agit de condamner des manifestants ou expulser des grévistes ! Le juge Pascal, chargé de l'affaire, a décidé d'inculper l'ingénieur en chef Coquidé qui, au moment de la catastrophe, était le chef du siège 19 de Liévin, dont dépendait la fosse 3 de Lens, il avait depuis été muté à Douai... Le juge Pascal, que nous avons rencontré, nous a déclaré, que, pour lui, trois choses sont à reprocher à M. Coquidé : « Toutes les précautions n'ont pas été prises pour éviter un dégagement de grisou ; le grisou arrivant, toutes les précautions n'ont pas été prises pour éviter l'accumulation ; c'est la question de l'aéragage descendant. Tout n'a pas été fait pour détecter le grisou. »

Je dis que le critère de responsabilité pénale ce doit être essentiellement la prévisibilité du dommage. Or, il y a eu ici imprévoyance ; dans d'autres domaines l'imprévoyance peut être inconsciente. Mais ici l'imprévoyance ne peut pas être inconsciente, elle ne peut-être que consciente. Toute imprévoyance qui émane de techniciens ne peut-être que consciente... Cette catastrophe doit être présumée provenir d'un défaut de précaution ; c'est à celui qui aurait dû prendre ces précautions de prouver que, même si les précautions avaient été prises, la catastrophe se serait tout de même produite ».

Dans la longue histoire des catastrophes minières, de ces milliers de mineurs sacrifiés au profit, c'est la première fois qu'à la suite d'un accident, une information judiciaire aboutit à l'inculpation d'un ingénieur des mines. Ce n'est pas que les responsabilités soient plus évidentes, ni que l'arsenal juridique soit plus efficace. C'est la colère des mineurs qui dans un premier temps à obligé Chirac à déclarer que toute la lumière serait faite. Ensuite, la poursuite de la mobilisation, autour du travail de la Commission Populaire d'Enquête et la tenue avec succès du Tribunal Populaire de Liévin, a obligé la bourgeoisie, contrairement aux précédentes affaires, à donner des suites judiciaires, et même à concéder une inculpation.

Le lendemain de l'inculpation de Coquidé, les ingénieurs et les agents

de maîtrise des sièges 18 et 19 de Lens se mettaient en grève pour protester contre l'inculpation de leur collègue ; ils envisagent même la création d'un comité de défense, car ils refusent les conclusions des experts désignés par le juge Pascal, sous prétexte qu'ils n'appartiennent pas aux services des mines.

Les enquêtes précédentes étaient en effet menées par les services des mines qui concluaient sur l'inutilité de suites judiciaires. En fait derrière cette grève, il y a la direction des Houillères qui s'est solidarisée avec l'inculpé et a critiqué les méthodes du juge Pascal. La « grève » des ingénieurs qui sont arrivés au puits à 4 h du matin pour couper le système de ventilation, alors qu'habituellement on ne les voit pas avant 9 h du matin, alors qu'ils n'ont jamais soutenu aucune lutte des mineurs, alors qu'ils se comportent quotidiennement en agents répressifs des Houillères, qu'ils font passer le rendement avant la sécurité au mépris de la vie des mineurs (depuis les 42 assassinats de Liévin, il y a eu un mineur d'assassiné par semaine en moyenne) ; cette grève est réactionnaire. C'est un moyen de pression pour empêcher que l'enquête suive son cours, pour empêcher toute inculpation. Du fait de cette action, les mineurs des sièges concernés ont été lock-outés, ce qui va entraîner pour eux une perte de salaire.

L'inculpation de Coquidé ne constitue qu'un premier pas dans la recherche des véritables responsables que le Tribunal Populaire a clairement établi comme étant les Houillères et le système d'exploitation capitaliste. C'est là les limites de la justice bourgeoise ; même sous la pression des masses, elle peut inculper et condamner des individus ayant une part de responsabilité, mais elle ne permet pas de mettre en accusation le système capitaliste. C'est une limite dont est d'ailleurs conscient le juge Pascal.

Dans cette mesure, l'inculpation de Coquidé peut être pour la bourgeoisie un moyen de masquer ses responsabilités en rejetant toutes les fautes sur un bouc émissaire. C'est pourquoi les travailleurs des mines, les familles des victimes poursuivront leur action pour dénoncer le véritable responsable : le capitalisme et exigeront que les mesures de sécurité soient respectées dans les puits.

Serge LIVET.

PAYS BASQUE

SAUVONS GARMENDIA ET OTAEGUI !



Militants basques réprimés à Bayonne par la justice bourgeoise française

HALTE AUX COMMANDOS FASCISTES ESPAGNOLS

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les «guérillas du Christ Roi» ont commis deux attentats, en France ; à Paris contre les locaux du CISE, qui ont subi d'importants dégâts, à Bayonne, la bombe a explosé dans les mains du commando qui se préparait à la placer sous la voiture d'un réfugié politique basque, Urrutigochea, accusé d'avoir participé à l'exécution de Carrero Blanco, soupçonné d'avoir des responsabilités au sein de l'ETA.

Ces commandos de tueurs fascistes

sont les supplétifs de la garde civile qui quadrille le pays basque, leurs membres sont recrutés en partie dans la police qui leur fournit des véhicules et des armes.

Leur intervention en France fait partie du plan de terreur que le fascisme espagnol applique contre le peuple basque. Quelques jours avant ces attentats, Poniatowski avait dû reconnaître officiellement que la police espagnole intervenait en France, après que les réfugiés basques aient démasqué deux agents franquistes. Poniatowski demandait à la police française de les

raccompagner à la frontière en leur reprochant de « n'avoir pas déclaré leur qualité de policiers ».

La collaboration active de la police française et de la police espagnole contre les militants révolutionnaires espagnols n'a jamais cessé. De nombreux militants ont été livrés à Franco, ces dernières années.

Tandis que Ponia se contente de demander une démarche diplomatique pour « interdire aux policiers espagnols d'opérer en territoire français », il ordonne « l'expulsion des réfugiés basques qui utiliseraient des faux documents, des explosifs ou des armes ». En clair de faire en France le travail des policiers franquistes.

LIBERTÉ POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

La terreur au pays basque, qui vit sous l'état d'urgence depuis le 25 avril, c'est les soubresauts du régime franquiste à l'agonie. Aux crimes contre le peuple basque perpétrés par la police et par les commandos du Christ Roi, s'ajoutent des menaces de mort contre des prisonniers politiques.

Le tribunal militaire de Burgos, qui vient de condamner 5 personnes à de lourdes peines de prison, s'apprête à condamner à mort Garmendia et Otáegui, militants basques, au cours d'un procès qui doit se dérouler sans témoin. Garmendia, grièvement blessé

lors de son arrestation, a subi immédiatement un interrogatoire au cours duquel il fut drogué au pentothal, pour le faire parler. Il est à l'heure actuelle dans un état de santé très inquiétant à la veille de son procès. Eva Forest et Maria Luz Fernandez sont également menacées de la peine de mort ; leur procès n'est pas encore annoncé.

Par ailleurs, nous apprenons que les militants du FRAP arrêtés lors des manifestations du premier mai 1973 passeront en jugement le 12 juin ; de très lourdes peines de prison ont été requises contre eux.

Outre le pays basque, où l'état d'urgence accroît la détermination du peuple basque à lutter contre le franquisme, des mouvements ont lieu dans toute l'Espagne. Les grèves ouvrières se succèdent. C'est par centaines que s'effectuent les arrestations, à Madrid, à Saragosse, en Catalogne.

Rien ne pourra sauver le régime franquiste. Comme lors du procès de Burgos en 1971, la solidarité doit s'organiser pour que soient libérés tous les prisonniers politiques, pour que la vie des militants menacés soit sauvée, pour que le gouvernement français cesse toute forme de collaboration avec la police franquiste, pour que tous les gens menacés qui le désirent puissent librement venir en France.

TOUS DÉBOUT POUR SAUVER GARMENDIA ET OTAEGUI !

Grégoire CARRAT

MOYEN-ORIENT

L'enjeu du canal de Suez

Réouvert solennellement par le président égyptien Sadate le 5 juin dernier, le Canal de Suez, trait d'union maritime entre l'Europe et l'Asie d'une part, l'Europe et l'Afrique orientale d'autre part, va reprendre son rôle de carrefour économique et stratégique.

LA GUERRE DE 1967 : QUELQUES CONSEQUENCES

La guerre au Moyen-Orient de 1967 a entraîné la fermeture du Canal de Suez au trafic maritime. Or, à cette date, 242 millions de tonnes de marchandises diverses transitaient par le Canal, soit 14 % du trafic mondial, dont 176 millions de tonnes de produits pétroliers. Cette année là, 21.250 navires empruntèrent cette voie, parmi lesquels 9.930 pétroliers.

La suspension pendant 8 ans de tout trafic sur le Canal a rendu obligatoire une restructuration profonde du mode de transport du pétrole.

Au plan technique, on a vu se développer la flotte des « super-pétroliers » de plus de 100.000 tonnes, compensant l'allongement du périple par le Cap, au moyen d'une plus grande quantité de pétrole transporté pour une dépense énergétique comparativement plus faible que celle des petits et moyens pétroliers.

Aujourd'hui, plus de 60 % de la flotte mondiale des pétroliers se compose de navires de plus de 100.000 tonnes.

LE CANAL ET L'ACHEMINEMENT DU PETROLE

Pour l'essentiel, le pétrole consommé en Europe occidentale provient des Etats du Golfe arabe et de l'Arabie Saoudite.

Pour des raisons économiques qui tiennent au coût de la tonne transportée, on n'assistera vraisemblablement pas à un nouveau renversement du mode de transport du pétrole. Dans son état actuel, le Canal de Suez ne permet pas le passage des super-pétroliers : ses 36 pieds environ de profondeur interdisent le passage de navires jaugeant plus de 90.000 tonnes à pleine charge ou 100.000 tonnes à vide. Il est encore trop tôt pour avancer des chiffres sérieux, cependant, à titre indicatif, le président de l'organisme du Canal estime qu'en 1976, 40 % du volume total des marchandises en transit sera composé de produits pétroliers (contre 72 % en 1967), tandis que des spécialistes occidentaux fixent entre 3 et 5 % le volume du trafic pétrolier entre l'Europe et le Moyen-Orient qu'absorbera le Canal.

En outre la multiplication des oléoducs (notamment la construction de celui qui reliera Suez à Alexandrie avec un débit prévu de 80 millions de tonnes par an) réduit encore l'intérêt du Canal pour le transport du pétrole.

On voit ainsi que la réouverture du Canal de Suez n'entraînera pas, dans les prochaines années du moins, une modification sensible du mode d'acheminement du pétrole moyen-oriental.

Cette réouverture est principalement appréciée pour ce qui concerne le transport des marchandises « sèches », c'est-à-dire les biens de consommation et d'équipement, les produits manufacturés que les pays capitalistes occidentaux exportent vers les pays du Golfe arabe, de l'Afrique orientale et de l'Extrême-Orient. En France, par exemple, la Compagnie des Chargeurs Réunis se frotte les mains de cette subaine et a déjà déplacé une partie de son personnel de Brest à Marseille.

L'ENJEU MILITAIRE STRATEGIQUE DU CANAL

La Méditerranée et l'Océan Indien sont devenus des zones d'expansion et de rivalité accrues entre les deux super-puissances. Or le Canal de Suez est le lieu de passage le plus commode et le plus rapide entre ces deux zones.

Pour le social-impérialisme, la réouverture du Canal lui permettra des manœuvres de concentration rapide des flottes de guerre qu'il entretient en permanence en Méditerranée (plus de 50 unités) et dans l'Océan Indien (autant sinon plus). En outre, le Canal permet la liaison la plus rapide entre les ports d'Odessa sur la Mer noire et de Vladivostok sur la Mer du Japon et donc sur le Pacifique.

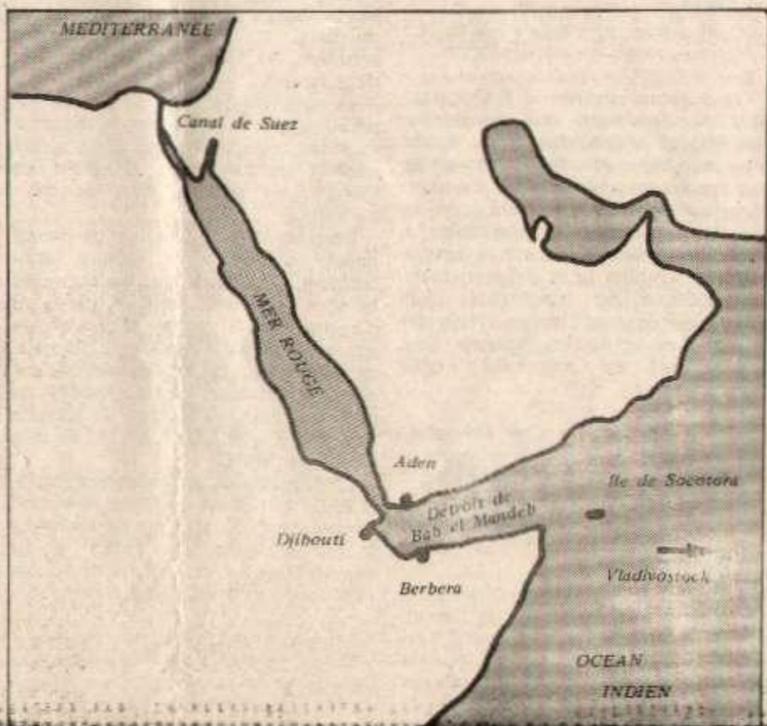
C'est pourquoi le social-impérialisme se réjouit de la réouverture du Canal, qu'il réclamait à cor et à cris depuis longtemps. Les bases navales ou aériennes, les facilités de mouillage pour sa flotte qu'il a obtenues notamment à Aden et Berbera (positions qui contrôlent sur les deux rives le détroit

de Bal el Mandeb entre la Mer Rouge et l'Océan Indien), dans l'île de Socotra (Golfe d'Aden), en Irak et semble-t-il en Lybie, révèlent les ambitions à l'hégémonie maritime de l'URSS.

Il est symbolique que le premier navire qui ait traversé le Canal dans les tout premiers jours de mai, avant la réouverture officielle, fut un bâtiment de guerre soviétique !

Loin de constituer un facteur de « détente » dans la région, la réouverture du Canal de Suez va permettre une accentuation de l'expansion et de la rivalité pour les deux super-puissances, et fera peser sur les pays des zones concernées des menaces encore plus grandes de pression et d'intervention. L'impérialisme français, quant à lui, en maintenant dans le sang sa présence à Djibouti, entend conserver coûte que coûte cette position stratégique-clé entre la Méditerranée et l'Océan Indien, au profit de ses intérêts impérialistes et au mépris du droit des peuples.

Hervé GAY.



Nouvelles Brèves

SOCIAL IMPERIALISME ET PAYS REVISIONNISTES

• **LE PILLAGE SOVIETIQUE** des ressources côtières au large des côtes du Canada a conduit à une baisse sensible des prises de pêche de ce pays : elles sont passées de 1.263.000 tonnes en 1968 à 922.000 tonnes en 1973, tandis que les prises soviétiques passaient de 794.000 tonnes à 1.264.000 tonnes dans la même période. Le même phénomène se produit sur toutes les mers du monde, où le pillage soviétique prend de plus en plus d'ampleur.

• **EN INDE**, le néo-colonialisme soviétique est de plus en plus ouvert : l'URSS vient de changer unilatéralement le taux de change entre la roupie et le rouble. Le rouble valait auparavant 8,66 roupies ; il vaut aujourd'hui 12,5 roupies, ce qui augmente de quatre milliards de roupies la dette de l'Inde à l'égard de l'URSS puisque cette dette était calculée en roubles.

• **HONGRIE** : à l'occasion de la visite en France du ministre des affaires étrangères, on apprend que, pour le ministre hongrois du commerce extérieur, « il faut que les entreprises hongroises ressentent mieux dans leur système de prix les changements mondiaux et que l'économie intérieure fasse mieux connaissance de la situation internationale ». Autrement dit que les prix intérieurs hongrois suivent le rythme de l'inflation dans les pays capitalistes occidentaux.

• **MOSCOU-TEL AVIV** : l'ambassadeur soviétique Dobrynine et l'ambassadeur israélien à Washington se sont rencontrés six fois pour discuter de leurs relations après 1967. De tels contacts ont eu lieu également dans divers pays européens. Belle preuve de « l'amitié » de Brejnev envers les pays arabes !

INDOCHINE ET ASIE DU SUD-EST

LAOS : Le ministre de la défense par intérim a annoncé la réorganisation des armées royales, afin de les « débarrasser de toute forme de contrôle et de pénétration de la CIA », de réajuster le commandement pour « créer des conditions favorables à l'application du programme en 18 points ».

Un grand meeting a rassemblé des milliers d'ouvriers, de paysans et d'habitants de la région de Savannakhet. Au cours du meeting a été annoncé l'abolition du régime réactionnaire et l'établissement du pouvoir populaire composé des représentants des ouvriers, des paysans, étudiants, fonctionnaires militaires, moines, et personnalités éminentes.

CAMBODGE : La reconstruction du pays est très largement engagée par le peuple cambodgien. Des routes importantes ont été rouvertes, les ponts détruits sont en cours de reconstruction ; la remise en état de la voie navigable du Mékong fait l'objet d'importants travaux.

THAÏLANDE : Après sa défaite en Indochine et les mouvements de masse anti-impérialistes en Thaïlande, l'impérialisme américain a dû retirer tous ses B52 de la base d'Utapao ; la base de Korat où sont stationnés des F111 doit être évacuée dans les dix prochains jours. L'évacuation complète des troupes US devrait être achevée au printemps 1976.

VIETNAM : En visite officielle à Alger Madame Nguyen Thi Binh, ministre des affaires étrangères du GRP a déclaré : « Nous sommes membres du mouvement des non-alignés. Et pas seulement des membres à part entière, mais encore des membres particulièrement actifs ».

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Envoyez à BP 161 75864 Paris Cédex 18